

COMMENTAIRES ADDITIONNELS

Renaud Girard, Grand reporter et chroniqueur international du *Le Figaro*

Avant de passer aux questions, j'aimerais aborder la question du Soudan pendant quelques minutes. Ce conflit est terrible et il n'intéresse personne aux États-Unis et seulement quelques-uns en Europe. J'ai cru comprendre que les Émirats sont plutôt favorables à Hemetti et ses Forces de soutien rapide. Est-ce que les Émirats et l'Europe peuvent faire quelque chose pour mettre fin à cette guerre au Soudan ?

Mohammed Baharoon, directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

Tout d'abord, je ne crois pas que les EAU soient du côté de Hemetti. Les EAU ont des relations cordiales avec toutes les parties prenantes, y compris l'ancien Premier ministre Hamdok. Leur avis est que nous avons besoin des acteurs politiques et non pas juste des acteurs militaires et ils ont collaboré avec tous afin d'achever la période de transition. Les EAU ont beaucoup à perdre dans ce conflit, du fait de tous les investissements réalisés au Soudan, avec chacun d'eux. Le Soudan se trouve par ailleurs entre l'Égypte et l'Éthiopie, une autre source de tension à surveiller. La guerre au Soudan risque également de s'étendre à la Somalie et à d'autres pays. C'est pourquoi nous exploitons cinq forts dans la mer Rouge. Toute journée de conflit supplémentaire nuit sérieusement à nos intérêts.

Cela étant dit, en dépit de tous les efforts internationaux qui ont été déployés pour ouvrir un dialogue entre les parties, l'une d'elles n'y a jamais participé. Nous devons donc nous demander pourquoi Burhan a refusé de venir. Il n'est venu ni à Jeddah, ni au Kenya, ni à Genève. Alors que veut-il ? Que peut faire l'Europe ? Je crois que nous devons redéfinir les règles. L'Europe et les pays occidentaux ont toujours dit que nous devons exiger un ordre fondé sur des règles. Alors quelles sont donc les règles ? Si elles ont changé, nous devons prévenir tout le monde et demander quelles sont les nouvelles règles. Si les règles restent les mêmes, à commencer par le caractère sacré de toute vie humaine, ce qui concerne l'effet des aspects humanitaires, c'est que le conflit se situe à ce niveau. Il ne s'agit pas d'un conflit d'ordre identitaire, puisque tous les belligérants sont soudanais et de confession sunnite. C'est un conflit d'ordre politique. Je trouve que l'Europe a vraiment fait preuve d'ouverture d'esprit en la matière.

Renaud Girard

Marc, êtes-vous optimiste à propos du Liban ? Aurons-nous un nouveau Président en janvier ?

Marc Hecker, directeur adjoint de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*, chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri

Je crois que nous avons au moins une vague idée de ce qu'il faut faire. Il y a un cadre de référence, et presque tous les acteurs citent la Résolution 1701, y compris les Israéliens qui disent que, si cette Résolution est appliquée comme il se doit, cela leur convient. Cela servira d'épreuve du feu pour les Européens notamment, car ils doivent prouver qu'ils sont capables de résultats concernant la question libanaise, y compris en termes de moyens financiers. Car l'armée libanaise a besoin de fonds et de se renforcer sérieusement. En ce qui concerne la présence militaire, j'ai mentionné tout à l'heure les casques bleus de la FINUL. À condition de modifier le mandat et de le rendre plus robuste, je pense que cela pourrait réussir cette fois-ci. Là encore, essayons de faire preuve d'un peu d'optimisme.

J'aimerais juste ajouter une remarque que j'ai oublié de mentionner à propos de l'Iran. En analysant les déclarations faites par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ces derniers mois, je trouve cela consternant car elles illustrent l'étendue de notre impuissance. En substance, ces déclarations affirment que « nous condamnons l'Iran pour les avancées de son programme nucléaire et nous le prions instamment d'inverser ce processus ». Et les mêmes déclarations sont réitérées quelques mois plus tard. Comment faire pour être meilleurs, plus efficaces, et plus cohérents ?

Nous devrions nous préparer à plusieurs scénarios, y compris des opérations militaires ciblées sur les sites nucléaires iraniens. Pas nécessairement une guerre ouverte, juste une série de frappes. Je suis d'accord avec Volker lorsqu'il dit que la guerre a sa propre grammaire. On sait quand elle commence, mais jamais quand elle s'arrête. Un autre scénario que nous devrions envisager est celui d'une annexion d'au moins une partie de la Cisjordanie. Donald Trump a récemment fait une déclaration concernant son « accord du siècle » de 2020 qui, je le précise, incluait un État palestinien. Ce n'était pas l'État palestinien attendu par les Palestiniens, les Arabes et les pays de l'UE : Jérusalem n'en était pas la capitale. Et il consistait en une série de petits territoires reliés entre eux par des ponts ou des tunnels. Cet accord a évidemment été rejeté à l'époque par les Palestiniens comme par les colons israéliens. À présent, Trump affirme que d'autres options sont envisageables. Autrement dit, il n'exclut pas une annexion. Le cas échéant, la question est donc de savoir comment réagiraient les Européens. Rédigeront-ils une nouvelle déclaration du même acabit que celle que je viens de citer ou montreront-ils enfin les dents ?